

# CHRONIQUE

## de la Semaine

Hebdomadaire d'informations générales, d'analyses et de publicité  
[www.chroniquedelasemaine.com](http://www.chroniquedelasemaine.com)

**FAIT DIVERS**

### UN PASSAGER GÊNANT P.4

**Dialogue togolais : P.7**

Les démons de l'exclusion du Burkina Faso s'inviteront-ils au dialogue du 15 février 2018 ?

Démarrage du dialogue aujourd'hui :

## Les protagonistes peuvent-ils trouver un compromis ou c'est un dialogue mort né ?

**Le SNU, l'UE, la France, l'Allemagne et les USA invitent les acteurs politiques à opérer les réformes P3**



Les pourparlers togolo-togolais en présence des médiateurs guinéen et ghanéen, s'ouvrent demain à Lomé.

### Rapport mensonger du REJADD-Togo et du RAIDHS sur la situation des droits de l'homme lors des manifestations violentes de l'opposition :

**P.3 Ce rapport est publié pour corroborer les inepties colportées par les réseaux sociaux De l'intoxication pour nuire à l'image du Togo**



Le gouvernement dénonce un rapport tendancieux et mensonger

**Rapport 2018 des FAT : Un engagement renouvelé pour la préservation de la paix et de la cohésion sociale P.2**



Le Président Faure Gnassingbé, chef suprême des Armées, saluant les Officiers des FAT

**Pour une meilleure tenue des comptes cotisants et comptes individuels au sein des OPS :**

### Une Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES) se tient à Lomé P.5

Démission du Président sud africain :

### Zuma jette enfin l'éponge P.1



# Rapport 2018 des FAT : Un engagement renouvelé pour la préservation de la paix et de la cohésion sociale

Les Forces armées togolaises (FAT) ont présenté, hier mercredi au Palais de la Présidence de la République, leur Grand rapport annuel au Chef de l'Etat, Chef des Armées, Faure Gnassingbé. Cette traditionnelle cérémonie de présentation de leur rapport au Chef suprême des Armées a été ouverte par une minute de silence en mémoire des frères d'armes tombés dans l'exercice de leur fonction.

La haute hiérarchie militaire a présenté hier mercredi le rapport des FAT au Chef de l'Etat Faure Gnassingbé. Pour l'essentiel de ce rapport, les FAT réaffirment sa fidélité au chef suprême des Armées.



Photo de famille à l'issue de la rencontre

Elles réitèrent son " engagement à veiller pour la paix, la cohésion sociale et à lutter contre toute tentative pouvant remettre en cause tous les efforts de réconciliation et de développement du pays ".

Selon ledit rapport, le pro-

cessus de refondation des FAT lancé il y a quelques mois, donne des résultats encourageants.

Cette rencontre a été également une occasion pour les FAT de faire le bilan des différentes missions accomplies au

cours de l'année et d'envisager de nouvelles stratégies pour l'accomplissement des missions de maintien de la paix à venir.

Elles se sont félicitées de l'accompagnement sans faille du gouvernement qui a permis à leurs hommes d'accomplir efficacement leur mission, avec professionnalisme, au plan national et de réaliser des prouesses sur le plan international.

En tant que composante de la nation, les forces armées ont salué les nombreuses initiatives du gouvernement pour le développement économique et la promotion du bien-être des populations togolaises.

Saluant la clairvoyance du

Chef de l'Etat dans la gestion de la situation politique socio-politique qui prévaut dans le pays, les FAT ont renouvelé leur loyauté et leur fidélité au Chef de l'Etat, chef des Armées. Elles ont réitéré leur engagement à veiller, à protéger la population et à assurer la paix et la stabilité du pays, et lutter contre toute menace de nature à remettre en cause les efforts de réconciliation et de développement du pays.

Enfin, les FAT expriment leur soutien à la politique de la main tendue du chef de l'Etat à l'endroit de tous les acteurs, afin de trouver des solutions pérennes aux questions politiques par le dialogue.

JPB

## Lutte contre la faim dans le monde :

### La FAO entend actualiser cette politique

Faire en sorte que chaque individu sur la planète mange à sa faim à défaut d'éradiquer la famine ; tel est le credo depuis sa création en 1945 de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation (FAO). Récemment encore, le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, vu l'urgence actuelle de la situation de la faim dans le monde, a lancé un appel pour " Remettre la lutte contre la faim à l'ordre du jour ". Dans son message, José Graziano da Silva relève que " Les pays africains ont avec eux un ingrédient indispensable pour mettre un terme à la faim : la volonté politique. Mais ce n'est pas suffisant. Il s'agit maintenant de passer à l'action et de prendre des mesures adéquates sinon les cas de sous-alimentation seront toujours d'actualité sur le continent africain ".

Le rapport 2017 sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde révèle que le nombre de personnes sous-alimentées en Afrique subsaharienne en 2016 s'approchait des 224 millions, soit 24 millions de personnes en plus qu'en 2015 ou encore un Africain sur quatre. Ces chiffres avec ceux enregistrés en 2000, laissent noter une baisse relative mais restent encore élevés. Et pourtant des efforts sont faits de part et d'autre.

Des engagements louables

Plusieurs pays en développement avaient entamé en 2012, une course contre la montre pour la réalisation de la cible 1.c des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui consiste en la réduction de moitié de la proportion de la population souffrant de la faim entre 1990 et 2015.

Au cours de cette période, plusieurs pays africains, 17 au total (selon la FAO), avaient marqué leur bonne foi en mettant tout en œuvre pour la réalisation de cet objectif. Cet engagement avait eu comme impact la " diminution de manière constante pendant plusieurs années " des souffrances liées à la faim, ceci à travers le monde.

De nombreux pays africains avaient réalisé de grands progrès dans cette lutte, car plusieurs programmes avaient été réalisés dans ce sens. On se rappelle que la Commission de l'Union africaine, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (NCPA), l'Institut Lula et la FAO avaient lancé le " Partenariat renouvelé pour éra-

diquer la faim en Afrique d'ici 2025 ", qui a eu un succès louable juste après les années 2012.

Deux ans plus tard, en 2014, cet objectif s'est vu renforcé par la Déclaration de Malabo où plusieurs Chefs d'Etat africains avaient proposé " une feuille de route afin de faire du développement agricole le principal moyen pour éradiquer la faim, et pas seulement la réduire ". Par exemple, en Afrique de l'Est, région la plus affectée, les cas de sous-alimentation passent sous la barre de 34% en 2016 contre 39% en 2000.

Mais cet élan de progression dans les statistiques a été vite freiné par " les conflits et la sécheresse prolongée ". Une situation qui s'est aggravée

### Lancement du baromètre des médias africains Togo-2017:

### Selon le document, les médias sont très peu viables économiquement et sont très politisés

Les acteurs des médias, ceux de la société civiles et les consommateurs de la presse sont désormais situés sur l'état de la presse togolaise en 2017, grâce au lancement officiel du rapport "Baromètre des médias africains-Togo 2017. La cérémonie de lancement de cet important outil a été présidée à Lomé hier par le Secrétaire général du ministère en charge de la communication, M. Kossi Tinaka en présence du représentant-résident de Friedrich Ebert Stiftung (FES), Dr Rudolf Traub.

Le document inédit de 110 pages écrit en français et en anglais, réalisé grâce aux inputs de professionnels de médias et d'experts de la société civile togolaise, fait l'analyse locale du paysage médiatique en Afrique en peignant le visage réel des médias au Togo à une date déterminée. Quatre secteurs ont



La table d'honneur au lancement

été pris en compte par ledit rapport. Il s'agit notamment de : 1- la liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue ; 2- le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la durabilité ; 3- la régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante, le diffuseur public est transformé en véritable service public ; 4- les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

Le rapport du Baromètre des Médias Africains -Togo 2017 est

avec les effets des changements climatiques. Ainsi, " la production alimentaire et les systèmes alimentaires ont été perturbés tandis que les moyens d'existence ont été détruits ", relève la FAO.

Malgré ce contexte difficile, la FAO estime qu'il y a " de bonnes raisons d'être optimiste " qu'il est encore possible d'éradiquer la faim d'ici 2030. D'abord, relève la FAO, " la volonté politique est toujours de mise et a d'ailleurs été renforcée. Les Nations Unies, dirigées par Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU ont énormément insisté sur l'importance

d'une paix durable, un pré-requis fondamental pour parvenir à un développement durable. Des opérations de maintien de la paix ont été lancées tandis que de nombreuses autres actions ont été prises afin de lutter contre les impacts du conflit. "

Ensuite, s'agissant des changements climatiques, le Fonds vert pour le climat soutient les pays en développement qui souhaitent s'adapter au changement climatique en adoptant des pratiques intelligentes face au climat. Aussi, l'économie mondiale est-elle en train de se relever, contribuant à créer des conditions favorables au développement.

Les pays africains devraient tirer profit de cette nouvelle conjoncture. Des programmes de protection sociale bien élaborés, par exemple, devraient être mis en œuvre et renforcés dans les milieux ruraux. Ils auront des effets positifs et feront de la production alimentaire et de la consommation locale une priorité...

JPP



**Démarrage du dialogue aujourd'hui :**

**Les protagonistes peuvent-ils trouver un compromis ou c'est un dialogue mort né ?  
Le SNU, l'UE, la France, l'Allemagne et les USA invitent les acteurs politiques à opérer les réformes**

Les Togolais ont les yeux rivés sur l'ouverture du dialogue annoncé pour aujourd'hui. Selon le planning du médiateur ghanéen la journée d'aujourd'hui sera consacrée à la rencontre entre le pouvoir et l'opposition pour une séance préparatoire du dialogue en présence du ministre ghanéen Albert Kan-Dapaah. Les deux protagonistes doivent s'entendre sur les participants à ce dialogue puisque l'opposition est chargée de désigner les organisations de la société civile, les religieux et les syndicats qui prendront part aux discussions.

Au cours des travaux, la coalition de l'opposition et le gouvernement doivent s'entendre sur les critères du choix des parties qui seront invitées au dialogue. Mais déjà le chef de file de l'opposition a laissé entendre que la coalition est la seule habilitée à choisir les partis de l'opposition. Alors qu'il suffit seulement de définir les critères pour que ceux qui y répondent soient conviés au dialogue. Ce qui est évident c'est que les deux camps doivent accorder leurs violons pour passer sans trop de difficultés cette étape préliminaire.

Le président ghanéen Nana Akufo-Addo arrive le 18 février et rencontrera la coalition pour des discussions préliminaires. Le 19 février le dialogue proprement dit démarra en présence du président ghanéen qui tentera d'amener les protagonistes à s'entendre sur l'essentiel. Or l'on se rappelle les préalables que posait l'opposition notamment la libération des personnes inculpées lors des manifestations violentes de l'opposition.

La coalition réclame donc la libération des personnes qui ont tué, cassé les maisons des partisans de UNIR, détruit des biens publics privés et aussi celle des personnes inculpées dans l'affaire des incendies des marchés de Lomé et de Kara. Or le communiqué signé par les deux émissaires des médiateurs notamment le ministre ghanéen et guinéen dit clairement que ces cas seront examinés en tenant compte de la procédure judiciaire. Ce qui signifie clairement que ces prévenus qui ont



Les pourparlers togolo-togolais en présence des médiateurs guinéen et ghanéen s'ouvrent demain à Lomé

commis des crimes crapuleux sur instigation de leurs responsables de l'opposition ne seront pas libérés au nom du dialogue.

Tout porte à croire que le dialogue proprement dit, débutera après l'évacuation des préalables de l'opposition. Pour le ministre Gilbert Bawara, il n'y aura pas de sujet tabou. L'opposition qui compte mettre sur la table de négociations le départ du président Faure Gnassingbé qui pourtant dispose d'un mandat électif en cours de validité, donc régulièrement élu par le peuple togolais et le retour à la constitution de 1992.

Seulement voilà les responsables de l'opposition savent pertinemment que cette demande ne sera jamais satisfaite car le président de la république n'est pas élu par la rue mais dans les urnes. La rue ne peut en aucun cas exi-

ger le départ d'un président élu dans les urnes.

Au risque de choisir dorénavant le président de la république dans la rue et non par les urnes. S'agissant du retour à la constitution de 1992, l'opposition sait également que cette constitution renferme beaucoup d'imperfections décriées par les constitutionnalistes. D'ailleurs après plus de 25 ans d'existence, cette constitution est appelée à évoluer en tenant compte de la nouvelle donne.

En clair, ces deux revendications de la coalition présentées comme des acquis aux marcheurs ne seront pas satisfaites.

Il va sans dire que le vrai débat portera sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Ces réformes doivent consacrer la limitation du mandat présidentiel et des députés à deux et le mode de

scrutin à deux tours. Le gouvernement a déjà un texte sous la main notamment les trois articles sur les réformes adoptés par le parlement et qui devaient être soumis au référendum sans oublier une proposition de constitution du comité de réflexion sur les réformes. L'opposition aura la latitude de proposer ses amendements. Il est évident qu'elle ramène l'article stipulant : " En aucun cas, nul ne peut effectuer plus de deux mandats ". Ce bout de phrase chère à l'opposition, fera l'objet de débat et un compromis sera nécessaire pour évoluer.

Les chancelleries occidentales suivent de près la situation de crise au Togo. Le Système des Nations Unies (SNU), les ambassades de France, d'Allemagne, des USA et la délégation de l'Union Européenne ont rendu public un communiqué invi-

tant ainsi la classe politique togolaise à travailler de bonne foi pour aboutir à un consensus sur les réformes institutionnelles et constitutionnelles ainsi qu'à se mobiliser ensemble pour les mettre en œuvre. Comme on peut le constater ces chancelleries ont convié les protagonistes à discuter sur les réformes et non sur le départ du président ou le retour à la constitution de 1992.

En clair, le dialogue portera essentiellement sur les réformes pour sortir définitivement le Togo de la crise politique qu'il traverse. Il revient aux acteurs politiques de faire preuve de bonne foi pour qu'il aboutisse à des compromis au lieu de se séparer en queue de poisson comme ce fut le cas pour d'autres dialogues.

L'opposition qui a l'habitude de claquer la porte ne prendra pas le risque de le faire devant le médiateur Nana Akufo-Addo.

En le faisant elle risque de subir la condamnation de toute la communauté internationale. Les Togolais ont les yeux rivés sur l'issue de ce dialogue. Fasse le Ciel qu'au terme des travaux, se soit le Togo qui sorte gagnant !

Aliziou Dominique

**Rapport mensonger du REJADD-Togo et du RAIDHS sur la situation des droits de l'homme lors des manifestations violentes de l'opposition :**

**Ce rapport est publié pour corroborer les inepties colportées par les réseaux sociaux De l'intoxication pour nuire à l'image du Togo**

Les Togolais ont vécu des violences inouïes lors des manifestations organisées par le PNP et ses alliés de l'opposition. Ces moments de trouble étaient une occasion pour certains Togolais très malhonnêtes de diffuser des énormités sur le Togo. Des images choquantes et insoutenables sont publiées sans vergogne sur les réseaux sociaux faisant croire que les faits incriminés se sont déroulés au Togo. Des images des pays en guerre sont imputées au Togo accompagnées des commentaires aussi horribles par des individus peu scrupuleux se cachant derrière les réseaux sociaux pour intoxiquer le



Le gouvernement dénonce un rapport tendancieux et mensonger



monde entier comme quoi au Togo les militaires et militaires tuent et violent les citoyens.

Si les promoteurs diaboliques de cette entreprise macabre ont réussi au début à emballer les populations surtout nos compatriotes de la diaspora, mais très vite les

gens ont compris qu'il s'agissait des montages par des réseaux très actifs de l'opposition qui ont envahi les réseaux sociaux du fake news (fausses informations) pour disant-ils, accompagner l'opposition dans sa "lutte" pour la quête du pouvoir.

Et pourtant, durant cette période de violences, le gou-

vernement rendait compte à chaque manifestation du nombre de morts, des blessés et des arrestations.

Aussi l'encadrement des manifestations est assuré par les forces de sécurité en collaboration avec les miliciens de l'opposition et certaines organisations de défense des droits de l'homme. Si au premier jour de la manifestation du PNP le 19 août 2017, le président de ce parti Tikpi Atchadam avait annoncé sans honte qu'il y a eu 07 morts sur les réseaux sociaux, il a dû reconnaître finalement que c'était deux victimes enregistrées ce jour là.

Et dans la foulée certains activistes du PNP ont fait cir-

A suivre page 4

**Rapport mensonger du REJADD-Togo et du RAIDHS sur la situation des droits de l'homme lors des manifestations violentes de l'opposition :  
Ce rapport est publié pour corroborer les inepties colportées par les réseaux sociaux  
De l'intoxication pour nuire à l'image du Togo**

Suite de la page 3

Cet exemple montre à suffi- culer sur les réseaux sociaux une vidéo montrant les militai- res en train de torturer deux individus. Le président du PNP lui-même a sauté sur l'occa- sion pour commenter cette vidéo en appelant le peuple à la résistance. Mais seulement voilà le gros mensonge de Tikpi Atchadam et ses acolytes a été mis à nu par la tenue que portaient les militaires en action. Il s'agissait des militai- res camerounais identifiables par leur tenue militaire avec drapeau de leur pays sur leurs épaules et qui torturaient les terroristes de Boko Haram.

Cet exemple montre à suffi- sance la méchanceté des lea- ders de l'opposition qui ont intégré dans leur " lutte " le mensonge, des images et aut- res vidéos tronquées. Heureusement que les organi- sations de défenses des droits de l'homme crédibles telles que Amnesty Togo, WANEP, LTDH, CNDH, etc., et les chan- celleries suivent de très près les interventions des forces de sécurité et leur mode opératoi- re car tout le monde savait que l'opposition était à la recherche des morts pour se faire enten- dre à l'international.

Aussi curieux que cela puis-

se paraître et ce malgré les tentatives de certains individus qui inondaient les réseaux sociaux de fausses images et vidéos, deux organisations de défense des droits de l'homme en l'occurrence le REJADD- Togo (Regroupement des Jeunes Africains pour la Démocratie et le Développement, Section-Togo et le RAIDHS (Réseau Africain pour les Initiatives de Droits de l'Homme et de Solidarité), ren- dent public un rapport faisant état de 100 morts et de la pré- sence des fosses communes au Togo.

Ces deux organisations se

sont décidées de faire le sale boulot en confirmant les fak news colportés par les réseaux sociaux afin d'aider sûrement l'opposition qui peine à conquérir le pouvoir par les urnes et qui a opté pour l'insurrection, laquelle malheu- reusement n'a pas abouti. Pourquoi ces deux organi- sations ont-elles préféré de se discréditer jusqu'à ce point ? Sont-elles en mesure de mon- trer aux Togolais les fosses communes dont elles allè- guent dans leur rapport ? Peuvent-elles citer les noms et prénoms des 100 victimes dont elles ont fait cas dans leur

rapport ?

Au lieu de prendre langue avec le gouvernement ou avec les médias pour montrer les preuves de leurs allégations, les responsables de ces deux organisations ont disparu dans la nature et sont introuvables. Le gouvernement informé de ce fameux rapport mensonger a rendu public un communiqué dans lequel il réfute ces allé- gations et se réserve le droit de poursuivre en justice les initiateurs de ce rapport.

**(Lire ci contre en intégralité le communiqué du gouver- nement.)**

Aliziou Dominique

**COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT**

**SUITE A LA PUBLICATION DU " RAPPORT PRELIMINAIRE " DU REJADD ET DU RAIDHS**

*Dans sa parution numéro 2613 du mardi 13 février 2018, le quotidien togolais privé " Liberté " a publié à la une, un titre relatif à la répression des manifestations politiques survenues depuis le 19 août 2017 dans notre pays en ces termes :*

Nous citons

**" Plus de cent morts, des corps enterrés dans des fosses communes**

**Rapport explosif du REJADD et RAIDHS**

**Les deux ODDH relèvent des crimes de tortures, des crimes de génocide... "** Fin de citation

Les réseaux sociaux ont, quant à eux, repris l'intégralité du rapport visé par ce journal.

Généralement, lorsqu'un rapport de cette nature est établi sur la situation des droits de l'homme d'un pays, il est d'usage que ledit rapport soit d'abord communiqué au gouvernement.

Tel n'a pas été le cas en l'espèce, le gouvernement togolais n'ayant été officiellement à aucun moment saisi de ce rapport.

C'est donc avec stupéfaction et indignation que le gouvernement a eu connaissance de la publi- cation d'un tel rapport dit " préliminaire ", dont la finalité serait, selon ses auteurs, nous citons de " mieux informer sur les actes de violences dont ils ont été les témoins oculaires, de la part des forces de défense et de sécurité à l'encontre de citoyens aux mains nues ". Fin de citation

Par ailleurs, le rapport fait état, nous citons, " (du) lourd bilan provisoire de cette répression (qui) s'établit à plus de cent (100) morts, généralement par balles ou par exécutions extrajudiciaires, parmi lesquels on compte des enfants, des milliers de blessés par balles ou victimes de sauvages passa- ges à tabac..., des milliers d'arrestations, des milliers de déplacés et d'exilés ... ". Fin de citation.

Les signataires dudit rapport sont le Regroupement des jeunes africains pour la démocratie et le développement (REJADD) et le Réseau africain pour les initiatives de droits de l'homme et de soli- darité (RAIDHS).

Le gouvernement tient à souligner que tous les efforts déployés pour joindre ces derniers en vue de confronter leurs sources d'informations, ont été vains, leurs contacts téléphoniques s'étant révélé inopérants.

Le gouvernement entend exprimer sa vive réprobation et sa désapprobation face aux allégations contenues dans ce rapport insultant, tendancieux et manipulateur et voudrais situer l'opinion nationa- le et internationale sur le sujet.

Le gouvernement n'a jamais manqué de démontrer sa bonne foi et sa volonté de transparence en faisant régulièrement le point sur les manifestations organisées par les partis politiques, lesquelles manifestations sont encadrées depuis novembre 2017 par un observatoire mis en place par le gou- vernement et associant les organisations de défense de droits de l'homme, la commission nationale des droits de l'homme (CNDH), les forces de sécurité et les organisateurs des manifestations.

Depuis le 19 août 2017, le bilan des morts résultant des manifestations tel qu'issu du monitoring de la plupart des organisations de défense des droits de l'homme (ODDH) fait état diversement de neuf (09) morts (WANEP) ; dix (10) plus deux (02) morts (Amnesty international), 14 morts (CACIT) et vingt (20) morts pour les organisateurs.

En réalité ce bilan est de sept (07) morts par balles et sept (07) morts pour diverses causes dont deux (02) militaires égorgés.

Il en résulte que les chiffres avancés dans le rapport du REJADD et du RAIDHS n'ont aucune commune mesure avec la réalité. De plus, toutes les supputations relatives aux milliers d'arrestations, aux milliers de blessés par balles, de l'existence de fosses communes, d'exécutions extrajudiciaires, d'enlèvements et disparitions contenues dans le rapport, sont dénuées de tout fondement et ne repo- sent sur aucune preuve palpable.

C'est pourquoi le gouvernement ne saurait admettre que des allégations de nature à troubler la paix et la cohésion sociale viennent, une fois de plus, remettre en cause les efforts qui sont inlassa- blement entrepris pour renforcer les acquis en matière de droits de l'homme dans notre pays et créer les conditions optimales d'un meilleur vivre ensemble.

Le gouvernement s'indigne, rejette fondamentalement ces allégations et déplore par conséquent, les affirmations tendancieuses et irresponsables des deux organisations auteurs dudit rapport et appelle toutes les organisations de défense des droits de l'homme à plus d'objectivité et de profes- sionnalisme dans l'accomplissement de leur mission.

Le gouvernement se réserve le droit de donner au moment opportun une suite judiciaire au conte- nu de ce rapport.

Fait à Lomé, le 13 février 2018  
Le gouvernement

**FAIT DIVERS**

**UN PASSAGER GENANT**

*La nuit, dit-on, tous les chats sont gris. C'est un vieil adage qui nous l'enseigne. Certains y croient. D'autres, les plus radi- caux, prétendent distinguer les couleurs dans la nuit. Albert LESIS, un compatriote de la jeune génération n'a pas dit sa posi- tion sur cette thématique mais il est clair qu'à la sortie de l'hôpi- tal, il aura certainement une parole d'évangile à partager.*

LESIS aurait promis aux personnes avec qui il passe les bons moments de sa vie de les revoir ce 14 février, jour de la Saint Valentin pour partager l'amour. Mais contre sa volonté, il se retrouve dans l'impossibilité d'honorer ses engagements. Il aurait bien proposé mais Dieu, s'il faut le dire ainsi, a disposé.

En quittant ses amis à Adéwi, l'un des quartiers les plus popula- res de Lomé, LESIS n'aurait jamais cru qu'il finirait sa course sur un lit d'hôpital. Eh bien, il y est arrivé après 3 heures du matin. C'est une patrouille de la gendarmerie qui l'a découvert évanoui au volant de son véhicule et l'a ensuite conduit au CHU Campus, l'hôpital le plus proche du lieu du drame.

Dans la communication faite aux ayants droits, la gendarmerie conclut à un accident de la circulation. Elle présume fortement l'abus d'alcool. Selon elle, les circonstances le démontrent fortement puisque notre compatriote, était découvert dans une posture assez particulière : la tête collée au volant, comme s'il dormait. Quant à la voiture, elle avait carrément quitté la chaussée et avait creusé un profond cratère dans le sol proche d'un arbre côté droit de la natio- nale 1 non loin de l'entrée de Lomé 2. L'homme était seul à bord. Il avait un visage enflé avec un nez qui coulait du sang.

Pour la victime qui reprend progressivement ses sens, la cause de l'accident était tout autre. Selon lui, le passager qui était à bord était un mort. Le film de la ténébreuse histoire révèle que LESIS, quelques minutes après son départ d'Adéwi, au lieu dit " entonnoir ", a vu une femme allant dans le même sens que lui.

" Je me suis arrêté et après un court conciliabule, elle est montée dans la cabine ", a-t-il déclaré avant d'ajouter : " je l'ai quand même trouvée un peu particulière. Elle était vêtue de noir jusqu'à la tête, on dirait une musulmane ". Il a renchéri en ces termes : " la seule fois qu'elle m'a fixé et que j'ai voulu profiter pour apprécier son visage, c'était la catastrophe. Du coton dans son nez et une odeur de parfum des morts " avant de conclure : " la suite, c'est ce qui m'a conduit ici. Je rends grâce au Seigneur de m'avoir sauvé. Je ne suis pas sûr de pouvoir récidiver ".

B.TALOM

**Pour une meilleure tenue des comptes cotisants et comptes individuels au sein des OPS :**

**Une Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES) se tient à Lomé**

*Un séminaire régional sur " la gestion des comptes cotisants et comptes individuels assurés au sein des Organismes de Prévoyance Sociales (OPS) de la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES) " se tient depuis lundi 12 février 2018 à Lomé.*



Photo de famille

Cette rencontre est organisée par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), en collaboration avec la CIPRES à l'intention des responsables chargés de la gestion des carrières, des prestations sociales ainsi que ceux chargés de l'informatique au sein des OPS. L'objectif de cette rencontre est de contribuer au terme d'échange et sur la base des expériences théoriques et pratiques des OPS, à la conception et l'élaboration d'un mécanisme efficient de gestion automatisée des comptes auxiliaires cotisants et comptes individuels assurés. Des directeurs généraux des organismes venus des pays membres de la CIPRES que sont le Niger, le Cameroun, le Gabon, la Côte d'Ivoire et le Madagascar.

Plusieurs thèmes notamment : " l'importance de la

tenue des comptes cotisants dans un Organisme de Prévoyance Sociale : cas de la CNPS de Côte d'Ivoire " ; " l'importance de la tenue des comptes individuels assurés dans un Organisme de Prévoyance Sociale : cas de la CNPS du Cameroun " suivis d'échanges sont au menu des assises de même que la présentation de l'expérience de la CNSS du Togo sur la gestion des comptes cotisants et individuels assurés et celle de la CNSS du Gabon sur la gestion des comptes cotisants et individuels assurés. Les travaux se déroulent en atelier et en plénière.

Selon le Secrétaire Exécutif de la CIPRES, M. Innocent Makoumbou, il s'agit d'apporter

une réponse globale à la problématique de la maîtrise de la gestion des comptes cotisants et individuels assurés au sein des OPS et contribuer au renforcement des acteurs impliqués. " S'il y a des domaines dans lesquels les organismes membres de la CIPRES ont réalisé peu de progrès significatifs ou peu de performances dans leur gouvernance, on peut citer, celui de la maîtrise des comptes cotisants et individuels assurés et ce, en dépit d'importantes ressources humaines, informatiques, financières et autres de qualité dont ils disposent ", a-t-il indiqué.

Cette rencontre se révèle plus qu'urgente au regard des dysfonctionnements récurrents

constatés par l'Inspection Régionale dans le cadre de ses missions au sein de nos OPS et liés à l'absence de tenue des comptes, à leur non mise à jour régulière, à l'absence de suivi, la non-conformité entre les soldes avec pour corolaire la mauvaise détermination des droits ainsi que le long délai de liquidation des prestations.

Pour le directeur générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), Mme Ingrid Awadé, face à ces dysfonctionnements, " il urge que des mesures idoines soient recherchées pour cheminer ensemble vers plus de performances dans la gestion de nos OPS ".

Cette rencontre, a-t-elle indiqué, s'inscrit dans un processus de partage, d'harmonisation de nos pratiques pour une meilleure organisation et une saine gestion des comptes cotisants et des comptes individuels, afin de pallier les insuffisances relevées. " Elle va permettre la mise en place d'un système efficace pour une mise à jour régulière et un bon suivi pour aboutir à une stratégie de contrôle des employeurs basée sur des critères pertinents en vue d'atteindre les

objectifs de l'organisme en matière de recouvrement des cotisations sociales ", a souligné la directrice générale de la CNSS.

En présidant la cérémonie de lancement des travaux de cette rencontre, le ministre de la Santé et de la Protection Sociale, Prof Moustafa Mijiyawa a laissé entendre que " la gestion saine et rigoureuse des cotisations conditionne et amplifie la confiance des partenaires sociaux et des employeurs, et les incite au respect de leur engagement. De même, le suivi méthodique des comptes individuels des assurés sert le bon droit au juste bénéficiaire et sauvegarde par ricochet l'intégrité des ressources des Caisses ".

Le compte auxiliaire cotisant d'un employeur ou de l'assuré volontaire est un sous-compte de la comptabilité générale, qui comme tel, doit être tenu sous une forme comptable. Le compte individuel est quant à lui, un sous-compte du compte auxiliaire cotisant, qui est en principe ouvert pour chaque assuré dès son premier emploi. La rencontre prend fin le 17 février.

Pierre A.

**Coopération sino-togolaise au beau fixe :**

**Une enveloppe de 8,5 milliards FCA de la Chine pour des projets de développement au Togo**

*Pékin et Lomé filent le parfait amour. Mardi dernier, les deux pays amis ont signé à Lomé un nouvel accord de coopération économique et technique d'un montant de 8,5 milliards de francs CFA.*

Par cet accord, Pékin met à la disposition de l'Etat togolais sous forme d'une convention de prêt, 100 millions de Yuans Renminbi, soit environ 8,5 milliards de nos francs. Cette enveloppe servira à la réalisation de projets futurs de développement économiques à convenir de commun accord entre les deux pays. L'appui va s'effectuer sous forme de dons et de prêts concessionnels. La coopération se développe dans le secteur des infrastructures, de l'agriculture, de la santé, des nouvelles technologies et de l'éducation.

C'est le ministre togolais de l'Economie et des Finance, Sani Yaya, et l'Ambassadeur de Chine au Togo, Liu Yuxi, qui ont paraphé le document.

" Je suis heureux de constater que ces dernières années le Togo a fait beaucoup d'efforts pour le développement. La partie chinoise est



L'Ambassadeur Liu Yuxi (g) et le ministre Sani Yaya (dt) lors de la signature

toujours engagée à accompagner le pays pour l'amélioration des conditions de vie des

populations ", a déclaré l'ambassadeur de Chine au Togo, Liu Yuxi, lors de la cérémonie

de signature avec le ministre de l'Economie et des Finances, Sani Yaya. Le diplomate chinois a salué les efforts de développement consentis par le Togo ces dernières années et réaffirmé la disponibilité de son pays à soutenir davantage le pays dans sa volonté d'émergence.

A l'issue de la rencontre, le ministre de l'Economie et des Finances, a remercié les donateurs pour le geste et a promis de faire bon usage des fonds mis à la disposition du Togo

pour la réalisation des projets ciblés.

Rappelons que les réalisations de la Chine au Togo sont nombreuses depuis le début de la coopération qui date depuis un demi-siècle. On peut citer l'aménagement de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadema, le Stade de Kégué, la construction du Palais des Congrès de Kara, les structures sanitaires, etc.

JPB

**Lancement du baromètre des médias africains Togo-2017:**

**Selon le document, les médias sont très peu viables économiquement et sont très politisés**

Suite de la page 2

même si le lien de cause à effet est difficile à établir. Aussi, la loi n'ayant pas prévu de peine de prison pour les délits de presse, le juge prononce souvent de lourdes sanctions financières qui, si elles devraient être appliquées, obligerait beaucoup d'organes de presse à fermer.

Le rapport du Baromètre des Médias Africains -Togo 2017 révèle aussi qu'aujourd'hui la société civile se sent exclue du processus de législation sur les médias, ce qui n'était pas le cas jusqu'en 2009. Elle a le sentiment que l'Etat ne consulte que les organisations qui lui sont

favorables. Les médias sont très peu viables économiquement et sont très politisés. Par ailleurs, le rapport indique qu'il n'y a pas de politique cohérente des Technologies de l'information et de la communication (TIC). Cependant, souligne le rapport, la volonté politique existe car il a été créé un ministère de l'Economie numérique. L'Etat a aussi créé un Wifi public et les outils informatiques sont détaxés.

Au lancement du rapport, le secrétaire général du ministère en charge de la communication a félicité la FES pour la réalisation de ce document et son engage-

ment au côté de la presse togolaise. Depuis le déclenchement du processus démocratique au Togo, le pays a fait des grands progrès dans le respect de liberté de la presse. " Aujourd'hui, l'Etat fait des efforts pour garantir cette liberté de la presse au médias malgré les hauts et les bas ". Il a souligné qu'il reste des efforts à faire pour présenter la meilleure image du Togo que celle qui est véhiculée aujourd'hui.

Le représentant résidant de la FES a pour sa part indiqué qu'aucune démocratie ne peut fonctionner sans une presse indépendante, pluraliste et

responsable. Il a fait savoir que ce genre d'exercice a été déjà mis en œuvre dans un grand nombre de pays africains.

Cette troisième édition du baromètre de médias africains-Togo a été lancée en collaboration avec l'Union des Journalistes Indépendants du Togo (UJIT).

La cérémonie à pris fin avec la remise du rapport au ministère en charge de la communication, aux représentants des organisations professionnelles de presse et de la société civile, aux journalistes.

Pierre A.

**A quelques heures de l'ouverture du 26<sup>e</sup> dialogue inter togolais :**

# Des leaders politiques se prononcent

Après cinq mois passés à s'entredéchirer sur des sujets surréalistes créés de toutes pièces, nous voici, pour une 26<sup>ème</sup> fois, autour d'une table pour débattre des questions essentielles pour la nation togolaise. Mais avant le démarrage de cette fatidique épreuve des nerfs pour décriper l'atmosphère devenue trop pesante ces derniers mois, certains leaders de la vie politique se prononcent sur les tenants et les aboutissants de ces pourparlers qualifiés de dernière chance pour notre jeune démocratie. Nous vous proposons un panorama de ces confessions, notamment celle du ministre Gilbert Bawara, de Messan Agbéyomé Kodjo du parti OBUTS, de Gerry Taama du NET mais aussi du parti de Gilchrist Olympio, l'UFC.



Gilbert Bawara

Agbéyomé Kodjo

Gerry Taama

Gilchrist Olympio

C'est le maître à jouer du parti au pouvoir, Gilbert Bawara, au four et au moulin, qui a eu le mérite de tirer l'attention des uns et des autres sur la finalité des présentes discussions qui s'ouvrent aujourd'hui à Lomé. Dans un entretien avec le confrère de Africa 24, le ministre Gilbert Bawara, cadre du parti au pouvoir, a indiqué qu'à ce présent dialogue, tous les sujets sans exclusive pouvaient faire l'objet des discussions.

" Nous sommes totalement à l'aise et sereins. Il faut que toutes les parties aient le loisir et la possibilité de mettre sur la table, les points de discussions qu'elles souhaitent. Qu'il s'agisse du départ du président de la République, de la constitution de 1992 (...) ; Nous n'allons empêcher personne de mettre sur la table

de discussions quelque sujet que ce soit ", a-t-il souligné avant de confier : " Nous allons à ce dialogue avec un esprit constructif, avec un esprit d'ouverture et la volonté de parvenir à des compromis qui soient dans l'intérêt du Togo. Car la finalité, c'est la réalisation des réformes ".

Pour le leader de l'Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (OBUTS), le présent dialogue est d'une importance capitale et il serait malsain de réduire les problèmes nationaux à la convocation de deux camps, notamment le pouvoir et la Coalition des 14 partis de l'opposition. L'ancien président de l'Assemblée nationale, tout en appelant la classe politique à la sagesse, plaide pour un dialogue " inclusif " avec une participation des Forces armées

togolaises (FAT).

Agbéyomé Kodjo estime qu'il est temps que les acteurs politiques sifflent la fin de la récréation en prenant leurs responsabilités pour la réussite du dialogue du 15 février dans l'optique de " mettre fin à la souffrance de la population ". " Ce n'est pas un problème du parti au pouvoir et des marcheurs. Ces un problèmes qui engage la responsabilité de toute la nation ", a-t-il martelé.

C'est le même son de cloche du côté du Nouvel Engagement Togo (NET) de Gerry Komandega Taama, qui estime que personne ne doit être laissée pour compte s'agissant de discuter des questions d'intérêt national.

Tout en rappelant que le dialogue est par-dessus tout la voie royale de sortie de crise, le leader du NET invite les

acteurs politiques à saisir cette opportunité, et d'œuvrer ensemble en vue de sortir le pays de la situation actuelle. Ainsi, le NET formule le vœu que ce dialogue soit des plus sincères et sorte le Togo définitivement de ses sempiternelles crises politiques à répétition. Gerry Taama, ancien officier des FAT, n'épouse néanmoins pas l'idée d'associer ses anciens compagnons, les FAT, " à nos histoires politiques " pour la simple raison qu'ils " ne seront pas d'une grande utilité car devant faire toujours appel à la chaîne de commandement, une opération lente, stressante ... ".

Du côté du parti des "jaunes", l'Union des Forces de Changement (UFC), c'est par le biais d'un communiqué rendu public que le parti a appelé lundi dernier les

acteurs politiques à un dialogue " inclusif, constructif, franc et sincère " pour une sortie de crise définitive de la crise qui secoue le Togo depuis environ six mois.

Se félicitant de la tenue de ce dialogue, l'UFC lance un appel solennel à tous les acteurs afin qu'ils fassent preuve de courage pour réaliser " une entente politique historique dont l'enjeu est une Nation Togolaise réconciliée et tournée vers des tâches de réduction de la misère, de la pauvreté et du développement économique ".

Rappelons que les travaux préparatoires dudit dialogue démarrent ce jour, 15 février en attendant que les pourparlers proprement dits, ne s'ouvrent le 19 février prochain, selon des indiscretions.

JPB

**Antoine Folly, Nicodème Habia, Fulbert Attisso, Nathanael Olympio...**

## Ces menus-fretins qui font du bruit au nom du peuple

La crise politique qui secoue notre pays depuis le 19 août 2017 nous aura fait voir de toutes les couleurs sur la terre de nos aïeux. Des prétendus leaders qui n'ont jamais totalisé plus d'une voix pour les uns et qui n'ont jamais pris part à aucune compétition électorale pour les autres parlent au nom du peuple. On aura tout vu ! Même les derniers de la classe se croient aujourd'hui en bonne posture pour parler au nom du peuple et donner des leçons aux autres.

Des politicards aussi approximatifs qu'évasifs dont le domaine de prédilection se limite aux milieux de grandes magouilles, de maraboutage et d'usage de la politique comme un fonds de commerce, veulent aussi parler au nom du peuple. Et pourtant leur parti politique ne se résume qu'à eux même et à leur famille.

**Antoine Folly**

Dans sa sortie médiatique sur Radio Nana Fm, le fossoyeur du comité de normalisation de la Fédération Togolaise de Football Antoine Folly dont les militants ne se résument



qu'à lui-même, estime que le dialogue qui s'ouvrira aujourd'hui ne devra concerner que la coalition des 14 partis de l'opposition et le pouvoir en place au détriment des autres partis d'opposition.

Cet ancien pensionnaire de la prison civile de Lomé qui a laissé une ardoise de 3,5 milliards lors de son passage éclair (10 mois) à la tête de la Fédération Togolaise de Football (FTF) laisse croire à qui veut l'entendre que le peuple togolais en a marre du chef de l'Etat, qui pourtant est régulièrement élu.

Alors l'on se demande de quel peuple se prévaut le natif d'Anfoin dont la voix est totalement insignifiante au sein de la coalition? Antoine Folly a sa vraie place actuellement dans les geôles de la prison pour avoir dilapidé tous les fonds du

Comité de normalisation de la Fédération qu'il a d'ailleurs anormalisée et s'être impliqué dans nombre de malversations financières et non dans les rues entraînant de jaser.

**Nicodème Ayao Habia**

Pour sa part, l'homme aux amulettes, ancien lieutenant de Gilchrist Nicodème Habia qui s'exprime dans un français excessif et asthmatique ne manque pas de châtier le chef de l'Etat et ses affidés.

Dans une interview aux moments forts de la classe, ce tristement célèbre fils de l'Avé faisait étalage de son inculture et de sa méconnaissance des principes démocratiques et des lois constitutionnelles en débattant dans un charabia provoquant des tournis, les incongruités selon lesquelles Faure Gnassingbé aurait peur de l'Armée togolaise et que tout



le peuple togolais ne veut rien entendre si ce n'est son départ.

" Faure doit quitter " aime-t-il scander à qui veut l'entendre. N'eut été la démocratie, l'on se demande si cet adepte des forces mystiques habitué aux délires télégraphistes peut se dire leader de parti politique voire leader d'opinion. Drôle n'est ce pas ?

**Fulbert Sassou Attisso**

Ancien journaliste et écrivain, le président du parti Togo Autrement Fulbert Attisso qui a miroité au peuple togolais en général et à ces militants particulièrement (à supposer qu'il en a) une manière différente de faire la politique semble être apprivoisé par l'opposition traditionnelle.

Depuis le début de cette crise, ce monsieur circule de média en média pour décréter la fin du régime au pouvoir et annoncer l'alternance à la tête du pays. Ce rêveur qui utilise la politique à d'autres fins à néanmoins reconnu récemment qu'une confusion existe au sein de la coalition. " Je pense que nous n'avons pas réussi à définir dès le départ une option de lutte. Même le dialogue n'était pas une



option".

Si Fulbert est très apprécié dans le milieu de la presse pour avoir exercé dans les règles de l'art cette profession, tous les signaux portent à croire qu'en politique il n'est pas à la hauteur. Parler au nom du peuple togolais, c'est vraiment ridicule car au sein même de la coalition on l'estime au même titre que les "politiqueux belliqueux" Habia Nicodème, Antoine Folly comme des leaders des tous petits partis politiques n'ayant pas de militants, donc des impopulaires, surtout qu'il est très mal vu par le chef de file de l'opposition dont les opinions ne convergent toujours pas avec les siennes.

**Nathanael Olympio**

Fier d'avoir ralenti les activités économiques du pays depuis Cinq mois, Nathanael

A suivre page 7

# Dialogue togolais : Les démons de l'exclusion du Burkina Faso s'inviteront-ils au dialogue du 15 février 2018 ?

**Le dialogue togolais qui devait être un accouchement douloureux risque de provoquer une césarienne de l'histoire politique togolaise. L'intérêt personnel semble prendre le dessus sur l'intérêt général de la nation.**

## Bref regard croisé

En novembre 2014, juste après le départ de Blaise COMPAORE, la paternité de l'insurrection était devenue une guerre sur les médias ou les uns et les autres s'en revendiquent les mérites. Quand certains parlaient du plus grand nombre des victimes dans leurs rangs, d'autres brandissaient les stratégies de mobilisations et leur

longévité dans la lutte.

Enfin, ce sont les OSC qui ont eu raison sur tous les autres. La transition fut moulée dans le creuset de la volonté du peuple portée par les leaders des OSC parachutés dans la gestion du pouvoir d'état.

Le vent de l'exclusion a soufflé et la tempête née de ce vent a été le coup d'état de septembre 2015 qui selon les auteurs portaient les aspirations de ceux qui étaient laissés au bord de la route durant la transition. Il est temps que les hommes politiques togolais tirent leçon de l'histoire de leur voisin pour enrichir leur démarche vers un processus démocratique.

## Un dialogue des marcheurs ou un dialogue togolais ?

Les partis politiques de la coalition togolaise sont dans leurs démarches depuis quelques jours en ce qui concerne les parties prenantes au dialogue. Comme le produit de la pression de la rue depuis le 19 août 2017, le dialogue ne doit pas être considéré par la coalition des 14 comme un butin de guerre.

Si l'on admet évidemment que les partis politiques se reconnaissent et se regroupent par affinités idéologique, matérialisées au sein des groupes parlementaires, il faut savoir que

les contradictions stratégiques ne peuvent justifier une quelconque exclusion à un grand rendez-vous comme celui-ci où les politiques et acteurs de la société civile doivent autour d'une seule table discuter et échanger sur les questions nationales. La coalition doit se départir de la déclaration alarmiste en ce qui concerne les autres adversaires politiques.

En ce moment il ne faut pas faire de place au sensationnel car l'histoire du Togo va rappeler aux uns et aux autres sur leurs responsabilités dans ce tournant décisif de l'histoire politique togolaise. Les conflits idéologiques font la vie de la démocratie et Béatrice HIBOU

disait en effet qu'"il faut se rendre à l'évidence que la démocratie n'est pas l'absence de conflits, mais leur institutionnalisation".

Ceux qui n'ont pas battu le pavé ne se sont pas opposés à la volonté du peuple togolais. Les courtisans et zélés de la coalition des 14 doivent faire preuve de patriotisme en laissant les uns et les autres participer au dialogue qui reste un dialogue togolais. La force de la dialectique du changement dans le futur fera tourner la roue et ceux qui vont vouloir l'arrêter se retrouveront dans les décombres.

Correspondant à Ouagadougou, P. KORBE

## Burkina Faso : Les humoristes du Burkina se forment

**La formation nationale des Humoristes du Burkina Faso a tenu toutes ses promesses à Ouagadougou du 05 au 10 février 2015 dans les locaux de l'Atelier du Théâtre Burkinabè (ATB) sis au quartier Gounghin.**

Initié par le Pr Prosper KOMPAORE de l'Université Ouaga I Professeur Joseph KY ZERBO, le projet de la formation nationale des humoristes du Burkina Faso est porté cette année par un grand humoriste qui répond à l'état civil au nom de Gérard OUDRAOGO et de son nom de scène GERARD. Il faut rappeler que cette deuxième édition vient 15 ans après la première. Les participants au nombre de 35 sont venus des quatre coins du Burkina Faso avec la participation de l'hu-

moriste togolais SERGE PALAK.

Au-delà de la formation théorique sur le choix des thèmes, l'écriture des textes, la présence scénique et les différentes qualifications des activités, le professeur Prosper KOMPAORE a eu le soutien considérable des institutions sectorielles qui sont venues non seulement apporter leurs messages mais aussi faire connaître les produits et servi-

ces dont les humoristes ou comédiens peuvent bénéficier. Il s'agit du Bureau Burkinabè des Droits d'Auteurs (BBDA), de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et du Fonds de développement culturel et touristique du Burkina.

La cérémonie de restitution a eu lieu en présence des autorités du Burkina Faso dont le représentant du Ministre en charge de la culture, de quelques comédiens du ciné-



Photo de famille à l'issue de la formation

ma burkinabè bien connu, du Directeur de BBDA Monsieur Walibou BARRA, du promoteur des OUISTITIS D'OR, des parents et amis des récipiendaires. C'est après une

remise des attestations et sous le flot des rires que les humoristes et comédiens se sont donné rendez-vous pour la prochaine édition.

PK

## Démission du Président sud africain :

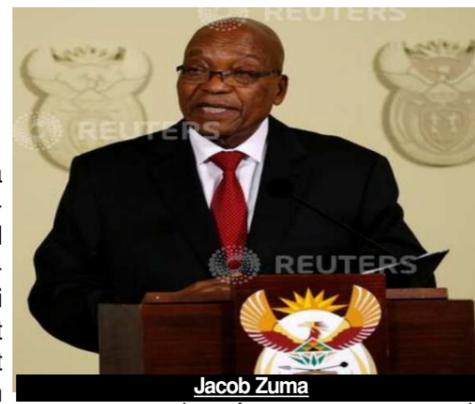
# Zuma jette enfin l'éponge

**Le très controversé président sud-africain impliqué dans plusieurs affaires de corruption a finalement cédé à la demande de son parti politique, le Congrès national africain (ANC), de quitter**

**ses fonctions. C'était à travers une allocution télévisée diffusée hier sur la chaîne nationale. Une démission qui selon Jacob Zuma vise à éviter des violences ou des divisions au sein de son**

**parti, l'ANC.**

Jacob Zuma a finalement été rattrapé par les affaires. Il a annoncé sa démission, ce mercredi soir " avec effet immédiat ", se pliant aux ordres de son



Jacob Zuma

parti, le Congrès national africain (ANC). "J'ai décidé de démissionner du poste de président de la République avec effet immédiat, même si je suis en désaccord avec la direction de mon organisation", a laissé entendre le désormais ex-président de l'Afrique du Sud lors de son allocution retransmise en direct à la télévision. " Je dois accepter que mon parti et mes compatriotes veulent me renvoyer, a-t-il poursuivi. J'ai toujours été un membre discipliné de l'ANC. Aussi longtemps que je vivrai, je continuerai à servir le peuple sud-africain mais aussi l'ANC, l'organisation que j'ai servie toute ma vie. ", a-t-il ajouté.

Le pouvoir de Jacob Zuma a commencé à vaciller depuis l'élection en décembre à la tête de l'ANC du vice-président Cyril Ramaphosa, qui

avait axé sa campagne sur la lutte contre la corruption. Ce dernier était déterminé à pousser au plus vite vers la sortie le président Zuma, devenu trop encombrant en vue des élections générales de 2019. Conformément à la Constitution, Cyril Ramaphosa est devenu le président de la République par intérim dès la démission de Jacob Zuma. Le Parlement doit encore, dans les trois jours, l'élire formellement à ce poste.

Cette éviction spectaculaire du président sud africain à un an de la fin de son mandat est à l'honneur et à l'avantage de l'ANC dont le candidat au scrutin présidentiel de 2019 sera à l'abri de tout procès d'intention du fait de la gestion calamiteuse des affaires publiques par Jacob Zuma.

Espoir

## Antoine Folly, Nicodème Habia, Fulbert Attisso, Nathanael Olympio...

# Ces menus-fretins qui font du bruit au nom du peuple

Suite de la page 6

Olympio, est l'héritier du Parti des Pogolais après la fuite de son jeune frère Alberto Olympio impliqué dans une affaire d'escroquerie et de faux et usage de faux.

Ce leader était l'un des tous premiers de la coalition des 14 à douter de l'issue de ce dialogue dès son annonce.

" Quand on entend les propos tenus par un ministre et quand on suit les postures que prennent les membres du gouvernement, on se demande si le régime veut donner au peuple togolais ce qu'il attend, c'est-à-dire le retour à la Constitution de 1992 qui doit conduire à une alternance à la tête de l'Etat. Je ne suis pas certain que ce dialogue va être



le lieu où le peuple togolais va avoir gain de cause de manière pacifique ", avait-il fulminé dans les rues.

Et pourtant son parti politique déjà en 2015 conscient de son impopularité et de son incapacité après avoir sillonné tout le pays, a renoncé à sa participation à l'élection présidentielle. L'on s'étonne qu'aujourd'hui ce parti minuscule anciennement dirigé par un

escroc en fuite, parle au nom du peuple togolais.

Au delà de ces considérations, se pose le problème de la démocratie en général et de la conquête du pouvoir par certains individus qui, quelques fois, n'ont pas d'autres convictions que cette seule quête du pouvoir mais de façon malhonnête !

Par ailleurs, il convient quand même de distinguer les élus de terrain des petits marchands de la République qui n'ont jamais scoré à aucune élection, et qui se lancent en politique comme ceux qui vont jouer au golf ou au football. Il est temps que les leaders politiques se prennent au sérieux.

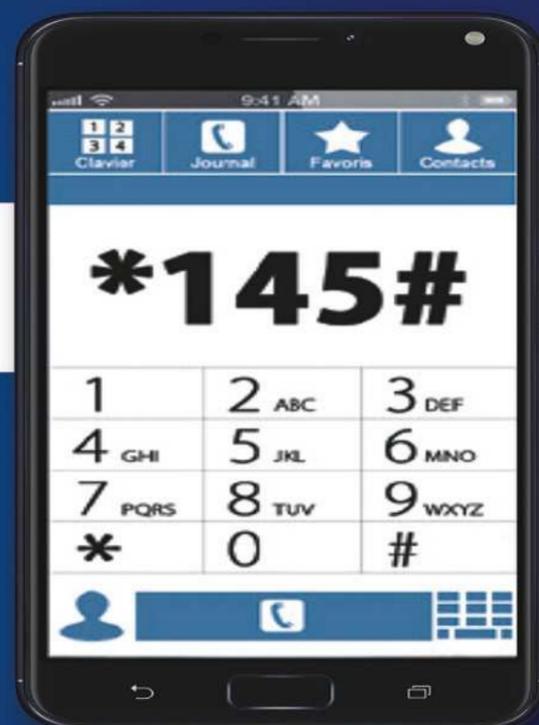
Espoir



Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,  
**PAYEZ** facilement l'IRTR  
à partir de votre mobile



**\*145\*6\*5\*2#**



**Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin**

*(Exemple : TG \*\*\*\* BG)*

**Vous recevez la notification d'imposition  
précisant le montant à payer**

*Confirmez le paiement*

**Saisissez votre code secret de compte TMoney  
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de  
l'opération.*

**FEDERER POUR BATIR**  
[www.otr.tg](http://www.otr.tg)



Togotelecom

## COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTEL E QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIE NT A DEUX OPTIONS :

- 1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE \* **145\*6\*3\*2\*1#**
- 2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE \* **145\*6\*3\*2\*2#**

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT D OIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGL E SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE